



**PARLEMENT BRUXELLOIS
BRUSSELS PARLEMENT**

**Compte rendu intégral
des interpellations
et des questions**

**Commission des
affaires intérieures,**

**chargée des pouvoirs locaux,
de la sécurité et de la prévention,
des cultes, de la simplification
administrative, du transport rémunéré de
personnes et de la lutte contre l'incendie et
l'aide médicale urgente**

**RÉUNION DU
MARDI 15 JUIN 2021**

SESSION 2020-2021

**Integraal verslag
van de interpellaties
en de vragen**

**Commissie voor de
Binnenlandse Zaken,**

**belast met de Plaatselijke Besturen,
de Veiligheid en Preventie, de Erediensten,
de Administratieve Vereenvoudiging,
het Bezoldigd Vervoer van Personen
en de Brandbestrijding en
Dringende Medische Hulp**

**VERGADERING VAN
DINSDAG 15 JUNI 2021**

ZITTING 2020-2021

Le **compte rendu intégral** contient le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions - *imprimées en italique* - sont publiées sous la responsabilité de la direction des comptes rendus. La traduction est un résumé.

Publication éditée par le
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale
Direction des comptes rendus
Tél. : 02 549 68 02
E-mail : criv@parlement.brussels

Les comptes rendus peuvent être consultés à l'adresse
www.parlement.brussels

Het **integraal verslag** bevat de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling - *cursief gedrukt* - verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de directie Verslaggeving. De vertaling is een samenvatting.

Publicatie uitgegeven door het
Brussels Hoofdstedelijk Parlement
Directie Verslaggeving
Tel. 02 549 68 02
E-mail criv@parlement.brussels

De verslagen kunnen geraadpleegd worden op
www.parlement.brussels

SOMMAIRE

Demande d'explications de M. David Weytsman 1

à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

concernant "l'évaluation des politiques régionales visant à prévenir les incidents et les agressions contre les services d'urgence".

Discussion – Orateurs :

M. David Weytsman (MR)

M. Hicham Talhi (Ecolo)

M. Pascal Smet, secrétaire d'État

INHOUD

Vraag om uitleg van de heer David Weytsman 1

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

betreffende "de evaluatie van het gewestelijke beleid ter voorkoming van de incidenten en de agressie tegen de hulpdiensten".

Bespreking – Sprekers:

De heer David Weytsman (MR)

De heer Hicham Talhi (Ecolo)

De heer Pascal Smet, staatssecretaris

Présidence : M. Guy Vanhengel, président.

Voorzitterschap: de heer Guy Vanhengel, voorzitter.

DEMANDE D'EXPLICATIONS DE M. DAVID WEYTSMAN

VRAAG OM UITLEG VAN DE HEER DAVID WEYTSMAN

à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

concernant "l'évaluation des politiques régionales visant à prévenir les incidents et les agressions contre les services d'urgence".

betreffende "de evaluatie van het gewestelijke beleid ter voorkoming van de incidenten en de agressie tegen de hulpdiensten".

M. David Weytsman (MR).- L'actualité nous rappelle, une fois encore, que les agressions contre les membres des services d'urgence - pompiers, ambulanciers, policiers - sont une réalité dans notre Région, une réalité qui handicape leur travail et met leur vie en danger.

De heer David Weytsman (MR) *(in het Frans).*- Agressie tegen de hulpdiensten is een actueel probleem, ten bewijze de aanval begin april op de hulpdiensten in het centrum van Brussel en de brandstichting in het commissariaat van Sint-Joost-ten-Node. Voor 2019 noteren we een stijging van agressie tegen brandweerlui in het gewest met bijna 25% tegenover 2018 en de cijfers blijven stijgen. Voor de eerste helft van 2020 gaat het al om een twintigtal gevallen.

Début avril, des services d'urgence ont été agressés dans le "quartier des cinq blocs", dans le centre de Bruxelles. En janvier dernier, ce sont également des services de secours qui ont été pris à partie par des bandes urbaines à Saint-Josse, où un commissariat a même été incendié.

Ook andere grote Europese steden kampen met dat soort geweld en stippelen strategieën uit om die plaag een halt toe te roepen.

En Région bruxelloise, 43 pompiers ont subi une agression alors qu'ils étaient en mission au cours de l'année 2019. C'est environ 25 % de plus qu'en 2018, soit 31 faits. Ces chiffres, que vous avez vous-mêmes communiqués, augmentent d'année en année. Pour les six premiers mois de l'année 2020, ils font état d'une bonne vingtaine d'agressions.

Het actieplan dat tot stand kwam als gevolg van het toenemend aantal incidenten en in september 2020 aan de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp werd voorgesteld, wijst op een aantal interessante feiten. Ten eerste is het personeel niet altijd bereid om de incidenten te melden. Momenteel beslissen de personeelsleden zelf om een incident al dan niet te melden. Ten tweede zijn er verschillende opleidingen gepland voor 2021.

Ce phénomène ne touche pas que la Belgique. D'autres grandes villes européennes sont également affectées par ces violences à l'encontre des services de secours, comme Paris, Marseille, Rotterdam, Stockholm ou Amsterdam. Ces villes s'organisent en élaborant des plans et des stratégies pour venir à bout de ce fléau urbain.

En septembre 2020, un plan d'action contre les agressions envers les secouristes a été présenté au Service d'incendie et d'aide médicale urgente (Siamu). Ce plan, réalisé en collaboration avec la direction du Siamu et les différentes organisations syndicales, fait suite au nombre croissant d'incidents lors d'interventions des membres du personnel opérationnel du Siamu, au cours desquels on recensait des jets de pierres, de bouteilles ou encore de cocktails Molotov. Cette violence physique s'ajoute à une violence verbale.

Ce plan relève plusieurs points intéressants, déjà largement débattus au sein de cette commission. Tout d'abord, on observe que le personnel opérationnel n'est pas toujours prêt à signaler les incidents. Certains incidents ne sont donc pas pris en compte dans l'analyse globale des violences à l'égard des services de secours. À l'heure actuelle, ce sont en effet les membres du personnel eux-mêmes qui décident de signaler ou non un

incident, chacun faisant appel à son propre cadre de référence et à ses propres normes pour prendre cette décision.

Ensuite, plusieurs formations ont été programmées pour 2021 : "interventions dans le cadre de désordres urbains", "leading under fire", "situational awareness" et "communication non violente".

109

Le rapport suggère la possibilité de mettre en avant le métier de pompier ou pompière auprès des jeunes et de partager des informations sur le recrutement et les examens à présenter pour embrasser ce métier.

Le rapport évoque aussi une campagne de sensibilisation qui serait menée en interne dans le but d'améliorer le signalement des incidents. Est envisagée, en outre, la possibilité d'équiper les pompiers de gilets pare-couteaux et de caméras d'intervention. Il est également question pour les pompiers de sortie de pouvoir bénéficier de la procédure escorte, soit par l'accompagnement de véhicules dans des zones déclarées "de vigilance" par la police sur la base de points de rendez-vous préalables, soit par le positionnement préalable de véhicules de police dans certaines casernes afin d'assurer des convois mixtes dès le départ des secours dans ces zones de vigilance ou à proximité de celles-ci lors de manifestations emblématiques comme la Saint-Sylvestre, à propos de laquelle j'ai déjà introduit plusieurs interpellations.

Pouvez-vous nous communiquer le nombre d'agressions à l'encontre des membres du personnel du Siamu en 2020 en Région bruxelloise ? Pouvez-vous également nous donner les chiffres pour les trois premiers mois de 2021 ?

En 2020, dans quelles communes les agressions ont-elles été les plus récurrentes ?

S'agissant des agressions en tant que telles, existe-t-il des informations sur les heures auxquelles se produisent la plupart des incidents ?

Où en sommes-nous dans la proposition de formations ? Toutes les formations évoquées sont-elles aujourd'hui une réalité ? Combien de formations sont-elles prévues en 2021 et en 2022 ?

Sachant que, pour mener une politique efficace sur le front des agressions, il importe d'avoir une bonne vision de la nature et de l'ampleur du phénomène, le signalement des incidents est une condition indispensable à cet égard. Une campagne de sensibilisation a-t-elle été menée ou sera-t-elle menée en interne dans le but d'améliorer le signalement des incidents ?

La décision a-t-elle été prise de mettre en avant le métier de pompier auprès des jeunes ? Dans l'affirmative, comment cette promotion sera-t-elle faite ?

Les pompiers seront-ils équipés de gilets pare-couteaux ou de caméras d'intervention ?

De auteurs van het rapport stellen voor om jongeren informatie te bieden over werken bij de brandweer.

Daarnaast is er sprake van een interne bewustmakingscampagne over de melding van incidenten. Er wordt overwogen om het personeel met steekwerende vesten en interventiecamera's uit te rusten en om politiebegeleiding te organiseren voor ploegen die moeten uitrukken naar risicozones.

Hoeveel gevallen van agressie tegenover het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp (DBDMH) waren er in 2020 en in het eerste kwartaal van 2021, waar en hoe laat?

Hoeveel opleidingen worden er in 2021 en 2022 gegeven?

Om een doeltreffend beleid te kunnen voeren, hebt u een goed beeld van de aard en de omvang van de voorvallen nodig en daarvoor moeten de diensten ze melden. Loopt daar een bewustmakingscampagne over?

Zult u het werk van de brandweer promoten bij jongeren? Zo ja, hoe?

Krijgen de medewerkers van de DBDMH steekwerende vesten of interventiecamera's?

Hoe vaak kregen uitrukkende brandweerteams in 2020 en begin 2021 politiebegeleiding?

Overlegt u met de andere beleidsniveaus over de toepassing van snelrecht bij geweld tegenover de hulpdiensten?

Concernant la procédure escorte, combien de fois a-t-elle été utilisée en 2020 et en ce début d'année 2021 ?

Des discussions ont-elles été menées aux autres niveaux de pouvoir avec vos homologues quant à la volonté de procéder à des comparutions immédiates en cas de violences à l'encontre de secouristes ?

111 **M. Hicham Talhi (Ecolo).**- Pour nous, ce sujet est extrêmement important. Les violences contre les pompiers et les pompières sont inadmissibles et l'intervention de M. Weytsman nous permet de le répéter.

M. le secrétaire d'État, vous êtes parfaitement conscient de l'importance de ce dossier. Vous avez d'ailleurs prévu un plan d'action dans ce domaine. Le rapport de la société Moore comprend un volet de propositions. Dans quelle mesure comptez-vous les intégrer dans votre plan d'action ?

111 **M. le président.**- Vous avez relayé les préoccupations de l'ensemble des commissaires. Nous soutenons tous la demande de W. Weytsman.

115 **M. Pascal Smet, secrétaire d'État.**- Quelque 45 faits d'agression à l'encontre de membres du personnel du Siamu ont été rapportés en 2020 et 11 durant les quatre premiers mois de 2021. En voici le détail :

- violences verbales : 15 cas en 2020 et 4 en 2021 ;
- violences verbales à connotation sexuelle : 2 cas en 2020 et aucun cas en 2021 ;
- violences physiques : 34 cas en 2020 et 7 cas en 2021 ;
- violences psychologiques : 6 cas en 2020 et 6 cas en 2021 ;
- autres : 1 cas en 2021.

Le nombre de faits rapportés est différent du nombre d'actes, car un même rapport peut faire état de plusieurs types de violences.

Concernant la répartition par communes : 17 faits ont été rapportés à 1000 Bruxelles, 1 à 1020 Laeken, 2 à 1030 Schaerbeek, 2 à 1040 Etterbeek, 4 à 1070 Anderlecht, 10 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, 1 à 1090 Jette, 1 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, 1 à 1160 Auderghem, 1 à 1170 Watermael-Boitsfort, 4 à 1210 Bruxelles, 1 autre.

Étant donné que les agents ne remplissent pas systématiquement l'heure à laquelle les incidents se produisent, il est difficile de faire un rapport annuel sur cette information précise.

La délivrance de deux formations a déjà débuté. Il s'agit d'une formation à la communication non violente et d'une formation "first responder anti-agression training" (FRAT), qui

De heer Hicham Talhi (Ecolo) (in het Frans).- Ecolo vindt geweld tegenover de brandweer ontoelaatbaar.

In het verslag is een aantal voorstellen opgenomen. In welke mate wilt u die in uw actieplan verwerken?

De voorzitter.- Alle commissieleden delen de bezorgdheden van de heer Weytsman en staan achter zijn vragen.

De heer Pascal Smet, staatssecretaris (in het Frans).- *In 2020 werden er 45 gevallen van agressie tegenover personeel van de DBDMH gemeld, in de eerste vier maanden van 2021 waren het er 11. De gemeenten waar zich de meeste incidenten voordeden, zijn Brussel-Stad en Sint-Jans-Molenbeek. Aangezien de betrokken personeelsleden niet altijd het uur van de feiten invullen, is het moeilijk daar een jaaroverzicht van te maken.*

Sinds de tweede jaarhelft van 2020 worden twee opleidingen aangeboden. Ze lopen gedurende een periode van drie jaar. Eind 2020 hadden 60 medewerkers de opleiding over niet-gewelddadig communiceren gevolgd, begin 2021 waren dat er 145. Daarnaast volgden 129 personen in 2020 de opleiding 'first responder anti-agression training'.

Door de coronapandemie moest de DBDMH echter een groot deel van het opleidingsprogramma annuleren. Sinds maart 2021 liggen de opleidingen zelfs helemaal stil, maar ze moeten in de loop van de komende maanden hervatten. Daarnaast loopt er een subsidieaanvraag bij de FOD Binnenlandse Zaken voor twee bijkomende opleidingen.

vient compléter la procédure désordres urbains au niveau des comportements et réflexes à adopter.

Ces formations sont programmées depuis le second semestre 2020 sur une période de trois ans. Fin 2020, 60 agents ont suivi la formation à la communication non violente et début 2021, ils étaient 145. La formation FRAT a été suivie par 129 agents en 2020.

Il faut noter que la programmation de ces formations et leur délivrance sont largement perturbées par la situation liée à la pandémie. Pour respecter les règles sanitaires en vigueur, le Siamu a été obligé d'en annuler une grande partie. Depuis mars 2021, les formations sont même à l'arrêt.

Pour la même raison, les formations "leading under fire" et "situational awareness" ne sont pas encore au programme. La procédure de leur subventionnement par le centre fédéral de compétence du SPF Intérieur est en cours. Elles devraient reprendre dans les prochains mois.

¹¹⁷ Les notes de service internes prévoyant la prise en compte des agressions et invitant les agents à les signaler ont été revues de façon à ce que l'ensemble de la ligne hiérarchique soit impliquée, sensibilisée et en mesure d'accompagner les agents dans leurs démarches. Elles ont été intégrées à la procédure désordres urbains et largement diffusées sur les canaux de communication internes. Les officiers ont quant à eux été sensibilisés à leur importance et à celle de les relayer auprès des agents. Le service juridique du Siamu a été renforcé pour donner une suite à chaque incident.

Une nouvelle rubrique "signalements" sur l'écran d'accueil de l'intranet du Siamu permet désormais d'accéder directement aux formulaires permettant de signaler des comportements indésirables ou une agression externe. Les personnes de confiance y sont également renseignées.

Afin de mieux comprendre le phénomène, l'Institut Vias - institut de connaissances indépendant agissant comme une référence pour le citoyen, les instances publiques, etc. - mène actuellement une enquête afin de recueillir des données et des chiffres sur les agressions envers les secouristes. Celle-ci est réalisée en collaboration avec le SPF Santé publique, le SPF Intérieur et les différentes zones de secours. Disponible sur l'intranet du Siamu, elle peut être remplie en toute confidentialité par les pompiers jusqu'au 15 juin.

Un groupe de travail a été mis en place pour accompagner la mise en œuvre du plan d'action "agressions secouristes". Piloté par un officier du département opérations du Siamu, il se compose de la responsable du service interne pour la prévention et la protection au travail, de la manager chargée de la diversité, d'une représentante du département de la prévention, de représentants du service de la communication et d'un représentant de mon cabinet. Ce groupe de travail a pour mandat de déterminer, pour

De dienstnota's met betrekking tot de melding van agressie zijn herzien, zodat de hele hiërarchische lijn betrokken wordt en de personeelsleden kunnen begeleiden. De juridische dienst van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp (DBDMH) is uitgebreid om aan elk incident gevolg te geven.

Een nieuwe rubriek 'meldingen' op de homepage van het intranet van DBDMH biedt rechtstreeks toegang tot de formulieren waarmee ongewenst gedrag of agressie kan worden gemeld.

Om meer inzicht te krijgen in het verschijnsel, organiseert Vias Institute momenteel een enquête.

Er is een werkgroep opgericht om de uitvoering van het actieplan tegen geweld tegen hulpverleners te begeleiden. Hij heeft als opdracht voor elk punt van het plan concrete acties te bepalen.

Verschillende denksporen worden momenteel verkend om het beroep van brandweerman of -vrouw bij jongeren te promoten. Ten eerste willen we meer preventie, bewustmaking en samenwerkingsverbanden met de verenigingen.

chacun des points repris dans le plan, des actions concrètes en vue d'accompagner leur mise en œuvre.

S'agissant des actions menées pour promouvoir le métier de pompier ou de pompière auprès des jeunes, plusieurs pistes sont actuellement explorées. D'une part, nous souhaitons renforcer les activités de relations publiques du corps des sapeurs-pompiers, notamment par le développement de la prévention et de la sensibilisation, ainsi que des collaborations avec le secteur associatif.

119

D'autre part, nous envisageons de mener une campagne de communication spécifique, destinée aux Bruxellois, avant le prochain recrutement. D'autres actions font encore l'objet de discussions. En l'état actuel de la pandémie, leur mise en œuvre n'est pas encore envisageable.

Parallèlement à ce groupe de travail, un groupe de réflexion piloté par la cellule d'expertise du Siamu a également été mis en place avec des représentants du parquet de Bruxelles et de la direction de coordination et d'appuis déconcentré de la police fédérale à Bruxelles. Il se réunit à intervalles réguliers afin de mener une réflexion de fond sur la problématique et d'envisager la boîte à outils qui pourrait être proposée aux services opérationnels pour mieux y faire face.

À ce stade, le Siamu ne souhaite pas faire porter à son personnel l'équipement antiagression que j'ai proposé. Il estime que cela constituerait une escalade vers la banalisation de la violence et l'instauration d'une angoisse supplémentaire dans le métier d'ambulancier, déjà lourd sur le plan émotionnel.

La procédure désordres urbains donne des consignes de protection et de repli pour des interventions dans de telles circonstances. Le personnel ne doit jamais intervenir si sa protection n'est pas garantie. La formation FRAT revient sur les gestes et les comportements réflexes d'évitement et de désescalade à adopter par les agents lorsqu'ils font face à des comportements agressifs.

Cela ne concerne pas l'équipe spécialisée Casualty Extraction Team, qui a été mise en place pour intervenir sur les lieux d'une prise d'otage ou d'un comportement meurtrier individuel ("amok"), dont l'objectif est de prendre en charge des victimes le plus rapidement possible dans un scénario du type de l'attaque contre le Bataclan. Les agents rejoignent l'équipe sur une base volontaire et sont équipés de gilets pare-balles et de casques adaptés et reçoivent une formation spécialisée, en collaboration avec les services de police.

Le personnel n'est toujours pas autorisé à porter des caméras d'intervention (bodycams), ni à disposer de caméras placées au niveau des tableaux de bord des véhicules (dashcams). La loi relative aux caméras réserve en effet leur utilisation aux autorités communales. Le SPF Intérieur travaille actuellement à une adaptation de cette réglementation, qui pourrait permettre l'utilisation de ces caméras par les services de secours.

Ten tweede zijn we van plan om een specifieke communicatiecampagne te voeren.

Er werd ook een reflectiegroep opgericht met vertegenwoordigers van het parket en de gedeconcentreerde coördinatie- en steundirectie van de federale politie. Die moet een toolbox voorstellen aan de operationele diensten om het geweld beter het hoofd te bieden.

In dit stadium wenst DBDMH geen antiagressie-uitrusting voor het personeel, zoals ik heb voorgesteld, omdat dat volgens hem tot een escalatie zou leiden.

Conform de procedure voor stedelijke onlusten hoeft het personeel nooit op te treden als zijn bescherming niet gegarandeerd is. In de first responder anti-agression training" (FRAT) leren hulpverleners hoe ze agressie moeten de-escaleren. Dat geldt niet voor het gespecialiseerde team Casualty Extraction Team, dat opgericht is om bij bijvoorbeeld een gijzeling zo snel mogelijk de slachtoffers te ondersteunen.

Het personeel mag nog altijd geen bodycams dragen of dashcams gebruiken. De wet behoudt het gebruik ervan immers voor aan de gemeentelijke overheid.

In 2020 is de procedure voor politiebegeleiding drie keer gebruikt en in 2021 twee keer.

En 2020, la procédure escorte a été mise en œuvre à trois reprises : lors des désordres urbains survenus dans les Marolles les 4 et 5 septembre et les 6 et 7 novembre, ainsi que lors de la Saint-Sylvestre. En 2021, elle a été mise en œuvre à deux reprises : le 4 janvier à la suite d'échauffourées à la rue de la Poterie à Anderlecht et le 14 avril après qu'un véhicule d'intervention pompier a été caillassé à la rue du Grand-Serment à Bruxelles.

¹²¹ À mon initiative, comme prévu à l'action 1 et en concertation avec le ministre-président, nous avons écrit une lettre au ministre fédéral de la justice. Nous avons reçu une réponse le 15 avril 2021, contenant une explication des mesures prises par le ministre fédéral à cet égard.

Le problème a été discuté avec le Collège des procureurs généraux et la circulaire COL.3/2008 sera strictement appliquée. Dans une lettre du Collège des procureurs généraux datée du 24 février 2021, des mesures strictes sont prescrites en vue d'une approche rapide, appropriée et sur mesure par les services de police et les procureurs. Il s'agit notamment de la possibilité d'une privation de liberté et de l'introduction d'un interrogatoire personnel du suspect par le procureur.

Le ministre de la justice a demandé que l'application stricte de ces directives soit contrôlée et qu'une attention soit accordée à la consultation et à la communication avec les groupes professionnels concernés. Le Collège des procureurs généraux est prêt à entamer les consultations avec les organisations faitières des professions protégées.

Vous voyez ainsi que nous avons pris des décisions et que le ministre de la justice, M. Van Quickenborne, a immédiatement réagi.

¹²³ **M. David Weytsman (MR).**- Les chiffres officiels dont vous disposez sont préoccupants. Ils témoignent de la gravité du phénomène. Il ne sert à rien de promouvoir ces beaux métiers si le nombre d'agressions continue d'augmenter. Cela effrayera de nombreux candidats.

C'est indigne également, car si cela frappe des femmes et des hommes qui mettent leur vie en danger, cela touche également le service rendu à la population.

En tant que ministre responsable, vous disposez d'une vue d'ensemble. Estimez-vous qu'il existe une vision claire du phénomène général d'agression ? Au regard de la hausse du nombre d'agressions, et malgré les tentatives de toutes les déclarer, ne faut-il pas analyser davantage ce phénomène ?

En ce qui concerne la procédure escorte, quel est son bilan après trois premières utilisations ? Est-elle efficace ? Doit-elle être accompagnée ou renforcée ?

Et enfin, pour faire suite aux questions de M. Tahli, les éléments repris par l'audit de Moore Business Consulting (MBC) ne

De federale minister voor Justitie lichtte schriftelijk op 15 april 2021 naar aanleiding van onze brief zijn maatregelen tegen dat soort van geweld toe. Het College van procureurs-generaal bevestigde dat zijn omzendbrief COL 3/2008 strikt zal worden toegepast en schreef op 24 februari 2021 strenge maatregelen voor. Daarnaast zal het besprekingen aangaan met de koepelorganisaties.

U ziet dat we beslissingen hebben genomen en dat de minister voor Justitie onmiddellijk gereageerd heeft.

De heer David Weytsman (MR) (in het Frans).- *Dat zijn verontrustende cijfers, die veel kandidaten voor nochtans mooie beroepen zullen afschrikken. Het is een schande dat men net mensen viseert die hun eigen veiligheid op het spel zetten om anderen te helpen.*

Bestaat er een totaalbeeld op het fenomeen? Is er nog meer analyse nodig? Hoe evalueert u de escorteprocedure? Kunnen we de elementen uit de audit van Moore Business Consulting niet opnemen in onze werkzaamheden?

pourraient-ils pas être utilisés également dans le cadre de nos travaux ?

125 **M. Pascal Smet, secrétaire d'État.**- Nous allons actualiser le plan chaque année.

En effet, chaque incident est un incident de trop. En 2020, nous comptabilisons 21 cas rapportés sur 100.000 interventions, ce qui équivaut à 0,02 % des interventions. Il est vrai que tous les incidents ne sont pas communiqués, mais il ne faut pas non plus affirmer que des problèmes surviennent partout où la police passe.

Concernant la procédure escorte, j'ai entendu des échos positifs de la part des pompiers. Un manque de communication a été déploré entre la police et les pompiers parce que dans un cas spécifique, les pompiers ne savaient pas qu'il y avait déjà des problèmes dans la zone. La police se doit de communiquer de manière proactive avec les pompiers lorsqu'il y a des quartiers où la tension est croissante. Cette situation a été résolue entre-temps.

125 **M. le président.**- Je suis persuadé que tous les collègues sont d'accord pour que ce point, à l'instar du premier point de notre ordre du jour, puisse également faire l'objet d'une évaluation permanente. Nous pourrions y revenir en septembre.

129 **M. David Weytsman (MR).**- Je ne vais pas parler pour mes collègues. J'ai remarqué qu'ils n'étaient pas intervenus, ou de manière peu constructive. Ensuite, je trouve que le secrétaire d'État minimise le phénomène, en disant que cela ne représente que 0,2 % des interventions.

Or les faits ciblés et connus sont les faits les plus graves, qui ont été répertoriés, mais il nous revient du terrain qu'il y en a d'autres. Je crois que nous n'avons pas la même appréciation politique de leur gravité. C'est pour cela que je demandais au secrétaire d'État s'il pensait disposer d'une vision globale.

Cependant, M. le président, si vous souhaitez débattre de cette vision globale avec d'autres commissaires qui seraient intéressés, je suis à votre disposition.

129 **M. Pascal Smet, secrétaire d'État.**- Je ne minimise pas, mais je ne veux pas que l'on tombe dans un piège. Cette augmentation n'est pas récente. Sur 100.000 interventions, la très grande partie se passe sans problème. Je ne veux pas que l'on pense que les pompiers reçoivent des pierres partout à Bruxelles. Cela arrive, et un cas est un cas de trop, mais je ne veux pas que l'on dise que la situation est ingérable.

129 **M. David Weytsman (MR).**- Le phénomène est en augmentation dans toute l'Union européenne. Il vaut la peine d'être étudié.

De heer Pascal Smet, staatssecretaris (in het Frans).- Het plan zal elk jaar worden geactualiseerd.

Ieder incident is er een te veel. Ik besef dat niet elk feit wordt aangegeven, maar wijs er toch op dat in 2020 slechts 0,02% van de interventies problematisch verliep.

Over de escorteprocedure hoor ik van de brandweermensen veel goeds. Wel zou de politie nog beter kunnen communiceren, als ze weten dat de brandweer zich naar een zone met toenemende spanningen begeeft.

De voorzitter.- Ook deze zaak zullen we na de zomer moeten blijven opvolgen.

De heer David Weytsman (MR) (in het Frans).- U minimaliseert het probleem, mijnheer de staatssecretaris. Van het terrein bereiken ons geregeld andere geluiden. U moet het ernstig nemen en dat kan maar als u een totaalbeeld van het fenomeen hebt.

De heer Pascal Smet, staatssecretaris (in het Frans).- Ik minimaliseer niets, maar ik wil ook niets opblazen. Niet elke brandweerwagen wordt met stenen bekogeld.

De heer David Weytsman (MR) (in het Frans).- Overal in Europa zien we die onaangename tendens. Die moet dus op zijn minst bestudeerd worden.

129

M. Pascal Smet, secrétaire d'État.- Nous en avons déjà beaucoup parlé par le passé. Relisez les comptes rendus. Je ne minimise pas le phénomène, mais je replace les événements dans un cadre.

129

M. le président.- M. Weytsman, il y a en effet une augmentation du phénomène, ainsi qu'une action du gouvernement. Je propose qu'en septembre, nous examinions l'action du gouvernement dans ce domaine.

- *L'incident est clos.*

De heer Pascal Smet, staatssecretaris (in het Frans).- *We veronachtzamen het fenomeen zeker niet, maar ik wou de incidenten toch even kaderen.*

De voorzitter.- Het aantal agressiegevallen neemt toe, maar de alertheid van de regering ook. Laten we in september bekijken wat zij zal ondernemen.

- *Het incident is gesloten.*